

Extrait du Syndicat national des chercheurs scientifiques (FSU)

<http://snscs.fr/VRS-no-400-03-2015>

VRS
La vie de la recherche scientifique

débats
stratégies
opinions
dossiers
actions

400
jan./fév./mars
2015
Prix au numéro : 8 €

snesUp
SNCS

FORMATION UNIVERSITAIRE, RECHERCHE
**À QUOI RIME
LA TERRITORIALISATION ?**

Date de mise en ligne : jeudi 2 avril 2015

ZOOM
AVEC SYRIZA,
LA RECHERCHE
GRECQUE
PREND
UN NOUVEAU
DÉPART

HORS-CHAMP
AU FORUM
MONDIAL
SCIENCES
ET DÉMOCRATIE

Description

Formation universitaire, recherche : À quoi rime la territorialisation ?

Syndicat national des chercheurs scientifiques (FSU)

FORMATION UNIVERSITAIRE, RECHERCHE : À QUOI RIME LA TERRITORIALISATION ?

Recherche et enseignement supérieur ne surgissent pas hors sol. Depuis les origines, leur développement porte la marque de contrées où s'expriment besoins, projets et réalisations. De tout temps, les acteurs de l'ESR se sont investis sur des problématiques

dont une part était inspirée par des attentes de territoires. L'actuel paysage de l'ESR, y compris dans ce qu'il a de plus fondamental, ne serait pas ce qu'il est sans l'aéronautique à Toulouse, l'essor puis les mécomptes de la sidérurgie en Lorraine, l'agronomie et la mer en Bretagne...

Cela n'empêche pas l'Université de promouvoir des valeurs universelles et de contribuer à former des citoyens éclairés sur tout le territoire. Les dernières décennies ont montré qu'un cadre attentif aux libertés académiques pouvait concilier les dimensions territoriale et universelle, que la libre réponse à des sollicitations dans un périmètre donné pouvait amener à des réalisations transposables à d'autres contextes. De même, le lien formation-recherche enraciné dans un territoire peut enrichir la qualification du futur diplômé sans l'enfermer dans son cadre spatiotemporel initial. Tout autre chose est le processus en cours appelé « territorialisation ». À l'instar du Pacte pour la recherche de 2006, les réformes en cours, avec en dernier lieu la loi NOTRe, dessinent une autonomie en trompe-l'oeil : renforcement des prérogatives des exécutifs locaux, ceux des Régions notamment ; désengagement financier de l'État ; pilotage central au lieu d'un cadre national concerté. Acteurs et partenaires de l'ESR attachés au service public ne s'y résolvent pas. Dans ce dossier (lire aussi notre dossier « Carte universitaire et territoires », La VRS n° 384, mars 2011), tout en identifiant les ressorts européens et libéraux de ces réformes, nous présentons quelques aspects de leur impact sur nos régions, nos établissements et nos métiers.

*Hervé Christofol
Gérard Lauton*

[Feuilleter la VRS n° 400](#)

ÉDITO

Urgence à améliorer la situation des personnels !

Urgence à sortir de l'austérité !

Après l'annonce, début mars, du départ de la secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche (ESR), l'ESR n'est plus un secteur prioritaire, puisque l'annonce éventuelle de son remplacement se fera après les élections territoriales.

Alors que l'agenda social de l'ESR, annoncé seulement à l'automne 2014, reste depuis lors en panne, sans qu'aucune des réunions de négociations annoncées n'ait même été programmée, il n'y a plus d'interlocuteur politique de l'ESR. Une telle situation bloque le dialogue social tant vanté, mais jamais réalisé.

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR) puis le secrétariat d'État à l'ESR ont fini par établir une liste de groupes de travail sur quelques sujets, mais dans un contexte où il a été annoncé aux syndicats que toutes propositions qui augmenteraient la dépense seraient écartées. Ce n'est pas ainsi que l'on peut faire avancer la situation des personnels, qui s'est largement dégradée en plus de dix ans de réformes

structurelles qui ont eu pour seuls objectifs d'imposer le pilotage de la recherche et de l'enseignement supérieur, conduisant en particulier à l'explosion de la précarité.

Il y a urgence à résorber la précarité par un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires d'enseignants-chercheurs (EC), de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens. Il y a urgence à débloquent les salaires des collègues situés au dernier échelon de la grille indiciaire de leur corps.

Il y a aussi urgence à trouver des solutions pour les collègues qui, ayant travaillé à l'étranger avant d'être recrutés, de nationalité française ou bien étrangère, vont se retrouver en situation de paupérisation au moment de la retraite parce qu'ils auront un nombre d'annuités réduit pour le calcul de leur pension.

Il y a urgence à obtenir la suppression de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) des chercheurs et à utiliser la masse salariale ainsi dégagée pour revaloriser l'ensemble des carrières des chercheurs, et en particulier les débuts de carrière des jeunes recrutés, dont la rémunération ne leur permet que difficilement de trouver à se loger, et certainement pas à Paris.

Il y a urgence à sortir de l'austérité ! Il faut en finir avec cette politique d'austérité qui, d'un côté, fait des cadeaux aux entreprises et à leurs actionnaires (pacte de responsabilité, crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE -, crédit d'impôt recherche - CIR -, loi Macron) et, de l'autre, impose la réduction des dépenses publiques, entraîne la dégradation de tous les services publics et de la situation des personnels.

Il y a urgence à améliorer les conditions de travail des personnels de l'ESR, les syndicats FSU de l'ESR (SNASUB, SNCS, SNESUP) sont porteurs de nombreuses revendications et propositions.

Patrick Monfort

Secrétaire général du SNCS-FSU

SOMMAIRE

Actualités

Dossier

FORMATION UNIVERSITAIRE, RECHERCHE : À QUOI RIME LA TERRITORIALISATION ?

- Réforme territoriale, politique de regroupements : une cohérence destructrice *Marc Neveu*
- Des politiques aux prises avec les territoires : l'exemple de la Bretagne *Olivier David*
- La recherche en région : de la spécialisation intelligente à la conditionnalité ex ante *Isabelle Kustoscz*
- Les régions consacrent 740 MEuros à la recherche et à l'innovation : état des lieux des budgets région par région
- Décentralisation et territorialisation *Christophe Voilliot*
- La nouvelle organisation territoriale : au croisement des communautés d'universités et établissements et des Régions *Hervé Christofol*
- Les universités parisiennes dans la tourmente des regroupements *Myriam Baron et Loïc Vadelorge*
- Les pôles de compétitivité : quels effets pour les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ? *Christophe Demazière*
- De l'Europe aux régions, le pilotage de la recherche *Patrick Monfort*
- Impact des politiques publiques sur la structuration universitaire en Alsace *Jacques Haiech*
- Le département du Val-de-Marne, territoire d'enseignement supérieur et de recherche *Gérard Lauton*
- Activités scientifiques, vie universitaire et territoires en Rhône-Alpes *Françoise Papa et Stéphane Talbot*
- Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, un outil de justice territoriale *Thierry Astruc*
- Au cœur des enjeux sociaux du territoire *Gérard Lauton*
- Pour la déterritorialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche *Christophe Blondel*

ZOOM

Avec Syriza, la recherche grecque prend un nouveau départ

HORS-CHAMP

Au Forum mondial sciences et démocratie :

Remembering Vinod Raina and Magda Zanoni Fabien Piasecki et Chantal Pacteau